

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

ARRETE DU PRÉSIDENT

PERMANENT

N° 2024/03

**Délégation de fonction et de signature
à Monsieur Bastien LEZE**

La Présidente du Centre Communal d'Action Sociale,

VU la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les dispositions des articles L. 2122-19, 2122-30 et R. 2122-8, précisant que le Maire peut donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au Directeur Général des Services ;

VU l'Arrêté du Maire n° 2021-46 en date du 28 décembre 2021 portant nomination de Monsieur Bastien LEZE, titulaire de la Fonction Publique Territoriale, au grade de Directeur Général des Services de la Ville de Clisson à compter du 19 janvier 2022 ;

VU l'Arrêté du Maire n° 2024-259 du 16 septembre 2024, donnant délégation de fonction et de signature à Monsieur Bastien LEZE, Directeur général des services, en vue de faciliter la bonne marche de l'administration municipale ;

VU la Délibération du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Clisson en date du 16 septembre 2024, donnant délégation de pouvoirs à Madame la Présidente dans différentes matières ;

CONSIDERANT que pour faciliter la bonne marche de l'administration municipale, il y a lieu de prendre certaines dispositions ;

ARRÊTE

Article 1 - **Monsieur Bastien LEZE**, Attaché territorial et Directeur général des services, est délégué, pour exercer les fonctions de Directeur du Centre Communal d'Action Sociale.

Article 2 - **Monsieur Bastien LEZE** est délégué aux fins de :

- Délivrer les expéditions du registre des Délibérations, des Arrêtés, et effectuer la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet.
- Certifier de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.
- Déposer une plainte, pour tout acte de vandalisme commis contre des équipements publics ou privés, appartenant au Centre Communal d'Action Sociale, et signer les procès-verbaux établis par la Gendarmerie Nationale.
- Engager les dépenses, de fonctionnement et d'investissement, et signer les bons de commande, jusqu'à hauteur de 3 000 € TTC lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Article 3 - Cette délégation subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée.

Article 4 - Le présent Arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet de Loire-Atlantique, Monsieur le Comptable public assignataire et à l'intéressé.

Fait à Clisson, le 19 septembre 2024

Certifié conforme

Publié et affiché, le 14 octobre 2024

Laurence Luneau
Présidente

